

Savoirs incertains. Étudier « complots » et « vérités » à l'ère numérique

Introduction

Henri Boullier, Baptiste Kotras et Ignacio Siles



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/reset/2698>

ISSN : 2264-6221

Éditeur

Association Recherches en sciences sociales sur Internet

Référence électronique

Henri Boullier, Baptiste Kotras et Ignacio Siles, « Savoirs incertains.

Étudier « complots » et « vérités » à l'ère numérique », *RESET* [En ligne], 10 | 2021, mis en ligne le 13 mai 2021, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/reset/2698>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Association Recherches en sciences sociales sur Internet

Savoirs incertains. Étudier « complots » et « vérités » à l'ère numérique

Introduction

Henri Boullier, Baptiste Kotras et Ignacio Siles

- 1 C'est aujourd'hui devenu un lieu commun que d'affirmer que le web a démultiplié la circulation et l'écho reçu par les théories du complot. En France, l'attaque des activistes de QAnon sur le Capitole en janvier 2021, et avant cela les attentats de 2015, ou encore la série d'enquêtes commanditées par la Fondation Jean Jaurès sur la thématique du conspirationnisme, ont constitué des points de fixation pour de nombreux discours alarmistes sur la propagation de « fausses nouvelles » sur internet¹. Le contexte pandémique dans lequel nous vivons depuis mars 2020, caractérisé par un haut niveau d'incertitude et l'entrecroisement complexe de controverses scientifiques, politiques, ou encore géostratégiques, a renforcé l'emprise de l'idée selon laquelle le web et les médias sociaux contribueraient aujourd'hui massivement à la désinformation du public. De fait, en réduisant le pouvoir de *gatekeeping* des journalistes sur l'espace public, et en facilitant l'accès à la publication pour le plus grand nombre, la massification du web social a rendu visibles un certain nombre de récits, positions, ou idéologies qui jusqu'ici n'accédaient que peu ou pas à l'espace public (Cardon, 2010). Simultanément, les logiques affinitaires qui concourent à la hiérarchisation algorithmique de l'information en ligne sur nombre de plateformes (Beer, 2017; Gillespie, 2014) ont pu contribuer à la formation de « bulles informationnelles », espaces idéologiquement homogènes et relativement hermétiques, tendant à conforter les croyances de l'individu plutôt qu'à l'exposer à des discours contradictoires.
- 2 Si ces constats sont aujourd'hui bien documentés dans la littérature, la compréhension de ce qu'il est courant d'appeler « conspirationnisme », « complotisme », ou « *fake news* » demeure – au moins en France – lacunaire : elle manque à la fois d'un cadre conceptuel rigoureux et partagé, apte à rendre compte de la complexité des reconfigurations en cours, et d'enquêtes empiriques ancrées dans la matérialité des

phénomènes variés que désignent ces vocables. Pour y parvenir, nous proposons de croiser des littératures rarement amenées à dialoguer sur ces objets de recherche : la sociologie pragmatique, équipée pour penser les conditions sociales d'élaboration et de circulation de la critique ; la sociologie du numérique, et la grande variété des études sur les cultures du web, l'effet politique des algorithmes, ou les usages sociaux de l'information, largement ignorées par les discours dominants sur le conspirationnisme ; et enfin, les *science and technology studies*, attentives à la matérialité des savoirs, aux controverses, ancrées dans une exigence de symétrie plus que jamais nécessaire pour penser ces phénomènes. Prenant appui sur les enquêtes réunies dans ce dossier sur les « savoirs incertains », ce numéro thématique souhaite ainsi proposer une contribution à la fois empirique et théorique à l'étude des tensions nouvelles qui, jusque sur le web, caractérisent aujourd'hui la production sociale de la vérité.

- 3 Après avoir présenté et discuté les principaux courants de la littérature ayant abordé cette question en sciences sociales, nous discuterons les choix terminologiques ainsi que le cadre théorique que nous proposons pour l'analyse des phénomènes rassemblés sous l'étiquette du conspirationnisme. Nous terminerons cette introduction en présentant les cinq articles qui contribuent à ce numéro.

Heurs et malheurs de la catégorie du complot en sciences sociales

Biais, manques, folies : le « paradigme pathologisant » du conspirationnisme

- 4 Réaliser une synthèse des travaux ayant porté sur les « théories du complot »² est une gageure, tant le thème a suscité d'écrits depuis une trentaine d'années, en France et dans les pays du Nord. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous chercherons ici à restituer un certain nombre de traits saillants et de courants dans cette abondante littérature. Nous renvoyons par ailleurs au très impressionnant – et très complet – travail de synthèse réalisé dans la revue *Champ pénal* par Pierre France (2019). Ce dernier montre notamment l'intérêt croissant des sciences humaines et sociales françaises, à partir des années 1980, pour la question des théories du complot, sous l'impulsion d'historiens libéraux tels que Léon Poliakov (1980) ou Pierre Nora (1981), spécialisés dans l'historiographie de l'antisémitisme, et préoccupés de ses résurgences contemporaines³. Ces travaux, précurseurs d'une lignée d'ouvrages aux positionnements similaires (Taguieff, 2004, 2006), s'inscrivent dans une approche résolument fonctionnaliste qui voit dans le complotisme la réponse d'un corps social travaillé par la « modernité » (sans que celle-ci ne puisse être définie de manière consensuelle). Il s'agit alors de débusquer les avatars d'une « rhétorique » invariable malgré ses reformulations au fil de ses réapparitions dans diverses époques (troublées, toujours)⁴. Ces travaux tendent ainsi à faire des « théories du complot » un objet clé-en-main, catégorie anhistorique et transparente, qui ignore entièrement les effets de labellisation, les accusations croisées et les dynamiques d'inclusion et d'exclusion qu'elle met en jeu.
- 5 Outre ces travaux historiques, ancrés dans le paysage intellectuel français, France (2019) identifie un second courant, d'origine étatsunienne et d'importation plus récente dans le débat hexagonal, issu de la psychologie sociale. À la suite de l'ouvrage

pionnier de Richard Hofstadter, *The Paranoid Style in American Politics* (2008), paru pour la première fois en 1964, ce courant se caractérise originellement par son recours au champ lexical de la pathologie mentale (obsession, paranoïa), et cherche à objectiver (souvent par le biais d'enquêtes quantitatives ou d'expérimentations sociales) les facteurs amenant les individus à « adhérer » à un énoncé complotiste – catégorie qui là non plus n'est pas interrogée en tant que telle. L'ambition est plutôt d'éclairer le profil psychosocial du « complotiste » et les ressorts cognitifs de son investissement, toujours conçu comme une « adhésion forte, inconditionnelle et pathologique » (France, 2019, pp. 10).

- 6 Ce type d'approches connaît depuis quelques années un regain d'intérêt dans certains secteurs de la recherche française, comme en témoigne la traduction de l'ouvrage de Hofstadter en 2012. Gérald Bronner est sans doute l'incarnation par excellence de cette posture, qui résonne par ailleurs fortement avec les cadrages médiatiques ordinaires du phénomène (Kreis, 2015). Ostensiblement centrée sur les « biais » individuels de la croyance, inspirée par les sciences comportementales et neurologiques, son approche partage avec la littérature décrite précédemment un positivisme à toute épreuve, qui présuppose l'évidence de la frontière entre le « vrai » et le « faux ». Elle témoigne d'une conception explicitement normative qui voit dans le « complotisme » le résultat de la « démagogie cognitive » d'énoncés « fondés sur un effet de dévoilement qui flatte les penes les moins honorables et pourtant les plus intuitives de notre esprit » (Bronner, 2015, pp. 11). Cette approche réactive *in fine* une conception aristocratique de l'espace public où le grand nombre, aisément dupé, doit en bonne logique s'effacer au profit des savants. D'où viennent ces contre-récits ? Que contiennent-ils précisément ? Comment sont-ils mis en circulation, appropriés, investis par des publics variés ? Ces questions demeurent intactes. Surtout, alors même que la diffusion d'internet est toujours considérée comme un facteur crucial dans le succès des récits conspirationnistes, cette approche souffre d'un déficit important d'enquêtes empiriques sur le sujet, et ignorent très largement les méthodes et les résultats des sciences sociales du numérique⁵.
- 7 Au niveau international, cette approche marquée par la psychologie sociale s'est traduite au cours des dernières décennies par un grand nombre de travaux, notamment en science politique. Le travail de Hofstadter a ainsi profondément influencé un grand nombre d'études qui tendent à disqualifier les « théories du complot » comme exemples de « mauvaise science », ou comme croyances déraisonnables, irrationnelles, voire délirantes. Butter et Knight (2018, pp. 34) qualifient les recherches dérivées de cette approche de « paradigme pathologisant », qui n'envisagent les théoriciens du complot comme des groupes de « radicaux » ou de « paranoïaques » opérant en marge de la société. C'est notamment l'approche implicite de Sunstein et Vermeule (2009), pour qui les théories du complot sont des « épistémologies infirmes » (*crippled epistemologies*, p.211), définies uniquement en négatif comme résultant de manques d'information ou de failles logiques individuelles.
- 8 À partir des années 1990, des travaux en psychologie sociale ont ainsi été consacrés à l'identification des motivations et des facteurs psychologiques qui conduisent les gens à croire en certaines idées (Uscinski, 2020). Van Prooijen et ses collègues (2020) notent que les explications psychologiques sont opérationnalisées comme un mélange de deux grands groupes de facteurs : individuels (tels que la confiance, l'ouverture à l'expérience, l'agréabilité, le niveau d'éducation, le narcissisme et l'autoritarisme, entre autres) et environnementaux (tels que les événements sociétaux pénibles, les conflits

de groupe et les questions de pouvoir, etc.). Douglas et ses collègues (2017, pp. 538) classent ainsi les « facteurs psychologiques [qui] alimentent la popularité des théories du complot » en trois groupes : épistémiques (une recherche de compréhension de l'environnement des gens), existentiels (le sentiment de sécurité et de contrôle dans l'environnement des gens) et sociaux (la construction d'une image positive de soi et des groupes sociaux). Sur le plan méthodologique, ces recherches abordent généralement la psychologie du conspirationnisme par le biais d'études quantitatives et, plus récemment, d'expérimentations, qui testent les hypothèses au niveau micro. Le rôle des facteurs individuels et environnementaux est le plus souvent mesuré par des échelles psychosociales (Martin, 2020), à travers lesquelles les chercheurs établissent les profils psychologiques de ceux qui croient aux théories du complot (Douglas et al., 2019).

- 9 Enfin, les liens entre adhésions politiques et croyance aux théories du complot ont également intéressé les chercheurs en psychologie et en science politique. Ces études partent systématiquement du postulat que l'adhésion à ces théories peut exercer des conséquences politiques importantes pour les démocraties (Uscinski, 2018). Van Prooijen et ses collaborateurs (2015) affirment par exemple le lien statistique entre « extrémisme » politique et croyance dans les théories du complot. Plus encore, pour Uscinski et Parent (2014), « les théories de conspiration sont pour les *losers* » (p. 130), i.e. des groupes sociaux pris d'un sentiment d'impuissance.
- 10 Ces travaux quantitatifs, s'ils permettent de mesurer certaines propriétés démographiques et culturelles, souffrent cependant de limites importantes lorsqu'il s'agit de saisir des phénomènes collectifs diffus, conversationnels, ancrés dans des sociabilités en ligne et hors ligne variées. On peut ainsi souligner le puissant effet de cadrage qu'imposent ces enquêtes, en soumettant des listes finies d'items de croyance, tendanciellement naturalisés comme « classiques » de ces questionnaires (assassinat de J.F. Kennedy, Illuminati, 11-Septembre, vaccins, etc.). Ces enquêtes prennent par ailleurs le risque de l'auto-réalisation par le biais d'acquiescement, ainsi que l'a montré l'enquête récente d'Allcott et Gentzkow (2017), dans laquelle les personnes interrogées déclaraient se « souvenir » de fausses informations ayant véritablement circulé pendant l'élection étatsunienne de 2016, dans des proportions analogues à des fausses informations « placebo » inventées par les enquêteurs. Comme le résumait bien Butter et Knight,

« C'est un leurre de chercher à produire une recherche empirique et axiologiquement neutre sur la 'théorie du complot', car le terme lui-même n'est pas axiologiquement neutre. Les recherches quantitatives sur les traits de caractère, les habitudes cognitives et les facteurs démographiques qui accompagnent la pensée conspirationniste avancent sur un terrain glissant, faute d'une compréhension historique et sociologique des origines de leur objet d'étude » (Butter & Knight, 2015, pp. 30-31).
- 11 Face à ces apories théoriques et méthodologiques, un certain nombre de recherches ont cherché à conceptualiser les conspirationnismes comme des constructions culturelles collectives. Nous les abordons dans la section suivante.

Approches culturalistes du conspirationnisme

- 12 D'autres approches ont cherché à dépasser les conceptions pathologisantes du conspirationnisme, et privilégié les questions de signification. L'une d'entre elles consiste notamment à comprendre ce qui rend ces croyances attrayantes en elles-

mêmes pour le public, faisant ainsi porter l'enquête sur les caractéristiques de ces récits plutôt que sur les traits cognitifs de ceux qui y adhèrent et les propagent. Barkun (2003) fait ainsi valoir que les théories du complot partagent trois principes : « rien n'arrive par accident », « rien n'est ce qu'il semble être » et « tout est lié ». À partir d'enquêtes ethnographiques dans les milieux « conspirationnistes », (Harambam, 2020a) identifie de son côté six thèmes qui tendent à revenir dans les théories du complot : la finance, les médias, les entreprises, la science, les gouvernements et les phénomènes surnaturels.

- 13 Pour Wood et Douglas (2018), le contenu des théories du complot est en fin de compte « une question de pouvoir » (p. 251), donc une question politique en soi (Fenster, 1999). Thalmann (2019), en analysant discours savants et médiatiques sur le temps long, retrace par exemple un changement historique dans les sujets mis en jeu dans les discours dits conspirationnistes : plutôt que de se concentrer sur un « ennemi extérieur », une puissance ou une organisation étrangère ou extérieure qui ourdirait la disparition de la communauté, elles tendent désormais à se concentrer sur l'« ennemi intérieur ». Ces discours « englobent les agents subversifs ou les espions, comme dans les théories de conspiration anticommunistes, ainsi que les politiciens, présidents et institutions corrompus qui sont perçus et présentés comme des menaces vagues et diffuses » (p. 12, notre traduction).
- 14 Surtout, un certain nombre de travaux ont cherché à analyser les récits dits conspirationnistes comme une forme de culture à part entière (Harambam, 2020a). Ils constituent en cela une première rupture importante avec le paradigme pathologisant. En examinant un ensemble de cas qui ont émaillé l'histoire étasunienne, Barkun (2003) retrace notamment le passage des théories du complot de la périphérie au cœur de la culture américaine. Dans cette ligne également, Katharina Thalmann (2019) soutient que, contrairement aux hypothèses courantes, les théories du complot sont présentes « tout au long de l'histoire américaine » (p.4, notre traduction). Selon elle, ces théories ont par le passé constitué des connaissances légitimes, et ont été largement diffusées parmi les membres des élites politiques, intellectuelles et spirituelles. Elle montre comment des personnages importants de l'histoire des États-Unis (des fondateurs du pays aux personnalités éminentes en passant par les élus politiques) ont ainsi tenu pour vraies des théories que l'on considérerait aujourd'hui conspirationnistes, sur des questions telles que les manœuvres de la couronne britannique contre les colonies américaines, ou de supposés complots catholiques pour menacer les libertés religieuses aux États-Unis, au XIX^e siècle. Pour l'auteure, le XX^e siècle a vu un changement important du statut symbolique de tels récits : « pendant une grande partie de l'histoire américaine, il était considéré comme insensé de ne pas croire à l'existence des conspirations ou de ne pas tenir compte d'avertissements ou de signes les concernant, mais à partir du milieu des années 1950, c'est bien de croire aux théories du complot ou de les diffuser qui a été de plus en plus vu comme insensé ou ridicule » (p. 8, notre traduction). Cette stigmatisation a affecté le style, la forme et l'espace de ces théories.
- 15 D'autre part, les travaux plus proches de la tradition des *Cultural Studies* ont préféré comprendre les théories du complot comme des expressions situées de préoccupations culturelles (Dean, 1998 ; Goldberg, 2001 ; Knight, 2000) ou, comme le dit Aupers (2012), « une manifestation radicale et généralisée de méfiance qui s'inscrit dans la logique culturelle de la modernité »⁶. À l'instar des travaux historiques abordés précédemment (Nora, Taguieff), il s'agit de rattacher ce type de discours à des motifs sociaux plus

larges, mais en privilégiant cette fois une entrée empirique et compréhensive sur les publics qui en sont porteurs. C'est le cas de l'étude ethnographique de Jaron Harambam (2020a) menée sur deux ans aux Pays-Bas. L'auteur, qui revendique une « approche sociologique et culturelle », met l'accent sur trois dimensions : le sens (étudier les théoriciens de la conspiration sans les comparer à une quelconque norme de normalité) ; la diversité (reconnaître que les théoriciens du complot se caractérisent par une multiplicité de traits plutôt que par des facteurs unidimensionnels) ; et enfin, le caractère relationnel (les considérer comme des groupes profondément liés plutôt qu'isolés). Selon Harambam, les théories du complot sont une culture, au sens où elles représentent « un conflit sociétal plus large sur la connaissance et la vérité dans les sociétés contemporaines, forçant à reconsidérer ce qui compte comme connaissance légitime, et pourquoi » (p. 213). Il suit ainsi des participants de divers contre-récits alors qu'ils s'engagent dans une « herméneutique de la suspicion », par laquelle ils cherchent à découvrir « la vraie vérité » sur le monde. Il montre ainsi que les théories du complot sont liées à des conflits plus larges sur l'autorité et la légitimité des institutions, notamment scientifiques, dans la production de la vérité sur le monde (Harambam & Aupers, 2015).

Scepticismes, ignorance et contestations de la science

- 16 La construction des énoncés scientifiques, ainsi que leur réception par certains publics contestataires ou « sceptiques », sont depuis longtemps des problématiques centrales des recherches conduites dans le champ des *Science & Technology Studies* (STS). S'ils ont rarement abordé la question des théories du complot, à quelques exceptions près (Baskin, 2019; Harambam, 2020b, 2021; Prasad, 2021), ces travaux traitent en revanche frontalement de la fabrique sociale de la vérité. Ils étudient par exemple les modes de production de l'objectivité dans le champ scientifique (Daston & Galison, 2007), et les rapports de force à l'œuvre dans la production de connaissances et de formes d'ignorance (Gross & McGoey, 2015). Ce faisant, ils fournissent une boîte à outils particulièrement utile pour analyser les mécanismes, les instruments et les formes de preuves mobilisés pour appuyer ou contester les récits dominants comme les contre-récits, notamment en ce qui concerne des sujets scientifiques, technologiques et sanitaires complexes. Plus spécifiquement, les travaux en STS ont également documenté des cas dans lesquels la contestation de la science ne vient pas de populations profanes ou même marginales, mais d'acteurs économiquement dominants que sont les firmes multinationales.
- 17 Ces dernières années, la question de l'ignorance a en effet donné lieu à une abondante littérature qui s'intéresse à l'emprise des acteurs économiques sur la production des connaissances. Ces recherches invitent à relire les travaux de sociologie des sciences en étudiant les controverses autour de la toxicité des produits chimiques (Henry, 2017; Markowitz & Rosner, 2002), des cigarettes (Michaels, 2008), ou de l'existence du changement climatique (Oreskes & Conway, 2010), comme des conséquences d'une production tantôt intentionnelle (Proctor & Schiebinger, 2008), tantôt systémique (Frickel et al., 2010; Gross & McGoey, 2015), de formes d'ignorances.
- 18 Dans *Les Marchands de doute*, ouvrage emblématique du champ, Oreskes et Conway (2010) dressent par exemple des parallèles entre les stratégies déployées par les industriels du tabac et les grandes compagnies pétrolières pour semer le doute sur les

effets délétères de leurs activités. Dans les années 1970, les cigarettiers avaient lancé de grandes campagnes destinées à souligner les lacunes des études qui mettaient en évidence les dangers du tabac. Pour ces auteurs, ce sont les mêmes ficelles qu'emploient, trente ans plus tard, les grands conglomérats de l'industrie fossile comme Exxon, British Petroleum, etc. quand ils travaillent à semer le doute sur le changement climatique : solliciter des scientifiques prêts à montrer que le consensus n'est pas encore absolu et que certaines données peuvent être soumises à interprétation, mobiliser de grands médias conservateurs, tout cela pour gagner du temps et maintenir le statu quo.

- 19 Ces travaux détaillent ainsi les mécanismes concrets par lesquels les connaissances sont produites, mais surtout dont l'ignorance est maintenue : l'absence de travaux (undone science) dans certains domaines de recherche ignorés et non-financés (Hess, 2015), la mise à l'écart de données potentiellement gênantes (Dedieu & Jouzel, 2015; Rayner, 2012), le recours à des formes des connaissances susceptibles de maintenir le statu quo (Boullier & Henry, 2020; Kleinman & Suryanarayanan, 2013) ou encore la mise en place d'institutions prétendument indépendantes et le recrutement de scientifiques financés par l'industrie (Oreskes & Conway, 2010). Ces analyses ont parfois été reprises de façon générique et monolithique pour dénoncer la « capture industrielle » et la toute-puissance des multinationales. Elles présentent néanmoins un intérêt majeur : celui d'étudier sérieusement les stratégies déployées par des acteurs dominants pour défendre leur intérêt et donc d'inviter à l'analyse de ces « véritables » complots.
- 20 Plus généralement, certains travaux montrent toute l'utilité d'une sociologie inspirée des STS pour comprendre la critique des sciences par le grand public. Mede et Schäfer (2020) ont ainsi théorisé un « populisme lié à la science » (*science-related populism*), qui prend des formes variées : réaffirmation du « bon sens » et de l'expérience individuelle comme source de vérité (van Zoonen, 2012), ou au contraire revendication d'une grammaire positiviste visant à « rétablir » le projet aujourd'hui dévoyé d'une connaissance scientifique authentiquement désintéressée (Harambam & Aupers, 2015; Ylä-Anttila, 2018).
- 21 Sur ce front de recherche émergent, les politiques vaccinales constituent un terrain privilégié pour l'observation des tensions concernant la réception des sciences. Contrairement aux analyses qui dénoncent le rôle du « mouvement anti-vaccination » (ou « antivax ») (Kata, 2012; Tafuri et al., 2014), des travaux comme ceux de Blume (2006) et Ward et al. (2019) ont justement interrogé cette dénomination. Ils insistent ainsi sur la manière dont cette labellisation est utilisée comme manière de décrédibiliser et de délégitimer des personnes ou des groupes porteurs de récits alternatifs, présentés comme des idéologues qui s'opposent en bloc à la vaccination. Ils montrent au contraire la grande variété de ces acteurs, ainsi que la diversité des objets de leur critique, qui porte souvent sur un vaccin particulier et non sur le principe de la vaccination ; ou bien sur un ingrédient, ou un adjuvant, incriminé pour sa toxicité. Une autre question traitée par ces auteurs est celle des pratiques d'étiquetage public des personnes qualifiées d'« antivaccins ». À partir d'enquêtes conduites auprès de journalistes et d'analyses de contenu, Ward (2019; 2017) montre ainsi que l'étiquetage comme « antivax » est le résultat d'un travail de démarcation dans lequel il s'agit de tracer une frontière entre la « bonne science » et ses opposants. Ce travail de démarcation est également parfois assuré par des militants « pro-science », comme

l'illustrent les travaux émergents sur la résurgence du rationalisme (Laurens, 2020), notamment sur les réseaux sociaux (Foucart, Horel, & Laurens, 2020).

La relative absence du numérique

- 22 D'une manière générale, les travaux évoqués jusqu'ici ignorent très largement la sociologie d'internet, de ses cultures et de ses usages ; le numérique y tient souvent un rôle marginal, peu problématisé et considéré comme évident, vecteur de diffusion des idées et récits conspirationnistes en raison de la libération pulsionnelle que permettrait « l'anonymat », de la prolifération des « trolls », de l'*astroturfing* outillé par bots, et autres sous-cultures déviantes des mondes numériques. La critique de la participation sur internet épouse parfois les contours d'une vieille dénonciation, celle des « intellectuels déclassés et frustrés », qui émerge dès le début du XX^e siècle (Boltanski, 2012, pp. 276), ainsi que de la panique des élites lettrées devant la massification de la presse au XIX^e siècle (Lemieux, 2000).
- 23 Au-delà de ces anathèmes, il reste néanmoins un champ immense à défricher, qui tire parti des acquis des sciences sociales sur les usages du numérique, pour éclairer la mise en tension de la fabrique de la vérité sur le web. À titre d'exemple, en interrogeant les archives de la revue *Réseaux*, référence francophone centrale dans l'étude du numérique en science sociales, on trouvait à peine une vingtaine d'articles comprenant les termes « complot » ou « conspi* » (texte intégral), et moins d'une quinzaine pour « désinformation ». Quelques travaux font bien sûr exception, notamment en science de l'information et de la communication : on citera notamment ceux du numéro spécial de la revue *Quaderni* (2017/3), en particulier les articles de Julien Giry (2017), et de Pierre France et Alessio Motta (2017) sur les participants aux forums *ReOpen 9/11*, dédiés à la recherche de causalités alternatives sur les attentats du 11 septembre 2001.
- 24 D'autres, comme Franck Rebillard (2017), se sont intéressés aux « appuis documentaires » des discours dits complotistes sur les médias sociaux. Quoiqu'il n'interroge pas fondamentalement le contenu de cette catégorie, ce dernier présente des éléments de compréhension des schèmes argumentatifs propres à ces discours, et ouvrent ainsi la voie à une meilleure compréhension des « chaînes de référence » (Martine & De Maeyer, 2019) qui participent à la stabilisation d'un contre-récit. Un autre ensemble d'enquêtes se sont également intéressés à certains acteurs situés à la frontière entre « conspirationnisme » et militantisme d'extrême-droite, tels que l'article de Jammet et Guidi (2017) sur les « réinformateurs » suisses, ou de Harsin (2018) sur les groupes proches de la Manif pour Tous. Enfin, certains travaux récents, fondés sur la collecte massive de corpus numériques (*via* Twitter notamment), ont pu éclairer les motifs et intensités variables de la critique en ligne des mesures de confinement liées à la pandémie de COVID-19 (Beriche, Do, & Tainturier, 2020), ou encore de la controverse sur l'intérêt thérapeutique de l'hydroxychloroquine et la figure de Didier Raoult (Smyrniaios, Tsimboukis, & Loubère, 2020).
- 25 Les travaux anglophones croisant numérique et théories du complot sont, eux, bien plus nombreux et variés, notamment dans le domaine des sciences sociales computationnelles. Sans qu'il soit ici possible d'en dresser un recensement exhaustif, citons notamment les analyses quantitatives réalisées par Allgaier (2019) et Faddoul *et al.* (2020), à propos de l'offre informationnelle déviante sur YouTube, ainsi que les travaux de Erviti *et al.* (2020) sur Google Videos, et de Shahsavari *et al.* (2020) sur la

labellisation assistée par *machine learning* des rumeurs concernant le coronavirus. Dans une perspective plus qualitative, l'article de Tuuka Ylä-Anttila (2018) est également à noter : particulièrement stimulant, il croise analyses qualitatives et quantitatives pour documenter la contestation des autorités épistémiques traditionnelles et la production d'une « contre-connaissance » (*counter-knowledge*) au sein de forums de l'extrême-droite finlandaise. À l'opposé des thèses sur une « post-vérité » fluctuante, et des épistémologies fondées sur l'expérience personnelle (*I-pistemologies*) théorisées par van Zoonen (2012), l'auteur y montre notamment l'importance des statistiques et d'une mentalité ultra-positiviste dans l'établissement de ces connaissances réputées « alternatives ».

- 26 Face à ces manques, dans la littérature francophone en particulier, ce numéro se veut donc une contribution au nécessaire déploiement d'un questionnement réflexif sur les « conspirationnismes » sur le terrain du numérique, qui articule finement enquêtes situées dans les mondes en ligne, et une conceptualisation théorique sur les tensions dans la production sociale de la vérité à notre époque.

Pour une sociologie compréhensive des « conspirationnismes » sur le web

Les mots pour le dire : « conspirationnisme » et tensions épistémiques

- 27 Le premier problème posé à l'étude rigoureuse des tensions, dans une perspective de sciences sociales, est celui de la dénomination, et cela pour deux raisons : d'abord, la variété des phénomènes ordinairement et académiquement qualifiés de *conspirationnistes* ; ensuite, la charge normative qu'implique une telle qualification. En effet, qu'il s'agisse de dénoncer la nocivité de supposés *chemtrails*, la corruption morale ou financière des élites politiques, l'implication de gouvernements variés dans des attentats, le lobbying des industriels auprès des pouvoirs publics, et jusqu'à un grand nombre de critiques issues de l'écologie politique : toutes ces dénonciations ont pu être publiquement désignées, à un moment ou à un autre, comme relevant de théories conspirationnistes. La variété des acteurs, des idéologies et des arguments auxquels il est apposé témoigne ainsi de la faiblesse heuristique du concept de conspirationnisme dans une démarche de sciences sociales. Masquant bien souvent la diversité et la complexité des situations dans lesquelles elle est mobilisée, cette catégorie court le risque de la collection, en agrégeant sans fin des discours extraits de leurs contextes sociaux de production (France, 2019).
- 28 Deuxièmement, cette catégorie permet moins de décrire un contenu substantiel, qu'elle ne témoigne de processus contradictoires de disqualification, mobilisés par des acteurs engagés dans des controverses (Lemieux, 2007). Ainsi que l'écrit Luc Boltanski (2012, pp. 279), « personne ne revendique être l'auteur d'une théorie du complot ». Il semble ainsi urgent de rompre avec la dimension normative et, de fait, péjorative, qu'implique ce terme, peu compatible avec les exigences d'une approche compréhensive en sciences sociales. Malgré les réticences que suscitent spontanément la plupart des discours dits conspirationnistes chez les chercheur•ses en sciences sociales, marqué•es par leur habitus académique, rendre compte avec précision de ces phénomènes implique pourtant de ne pas céder à l'impulsion de les disqualifier. Si ce constat commence à se

faire jour dans la littérature récente (France & Motta, 2017; Giry, 2017; Harambam & Aupers, 2015)⁷, tirer toutes les conséquences de la dimension péjorative, scientifiquement et politiquement peu productive du concept de conspirationnisme, implique de redéfinir les phénomènes qui nous intéressent.

- 29 Dans l'appel à contributions de ce numéro, nous avons donc choisi de parler de *déviances informationnelles*, concept directement inspiré de la sociologie interactionniste, qui permettait de désigner avec un minimum *d'a priori* un ensemble très hétérogène d'opérations critiques, d'adhésions idéologiques aux intensités variables, qui appuient ou relaient des contre-récits politiques ou scientifiques variés, dont le dénominateur commun minimal réside dans les processus de disqualification publique dont ils font l'objet. Il s'agissait ainsi de susciter des contributions variées, tout en rejetant la tentation pour les sciences sociales de départager a priori « vérité » et « théorie du complot », et de prendre ainsi parti dans des processus sociaux de (dis)qualification qu'il s'agissait au contraire d'analyser en tant que tels.
- 30 Au moment de la publication de ce dossier, il nous semble que les articles qui le composent invitent plus généralement à considérer les « théories du complot » dans une perspective inspirée de l'anthropologie des savoirs. Dans son ouvrage de synthèse, Nicolas Adell-Gombert rappelle ainsi qu'il ne revient jamais à l'anthropologue de départager le « savoir » du « non-savoir » ou le « vrai » du « faux » : « tout lui est savoir, pour peu que ce savoir s'inscrive dans la vie humaine (même par des signes comme pour l'astrologie, même par des concours de circonstances [...], même par des mythes) » (Adell-Gombert, 2011, pp. 30). À la manière de Lévi-Strauss (1958), la perspective anthropologique pousse à considérer que les savoirs incluent donc aussi bien la magie, les savoir-faire, les outils de connaissance, et pour ce qui nous intéresse ici, les récits parfois désignés comme « complotistes ».
- 31 Aborder les « théories du complot » comme des savoirs permet d'interroger simultanément leur rôle dans la construction identitaire, leur rapport au pouvoir, et enfin, leur circulation (Adell-Gombert, 2011). Il existe évidemment un lien fort entre savoir et identité : le savoir constitue en effet une « ressource identitaire » qui permet de se sentir appartenir à une communauté particulière, et pousse parfois à disqualifier ceux dont les savoirs ne seraient pas conformes - une dynamique souvent documentée dans le cas des communautés savantes vis-à-vis des parasciences (Delbos, 1993; Lagrange, 1993). Le savoir, au sens de faculté « à mettre en ordre le monde », constitue également une importante forme de pouvoir dans de nombreuses sociétés (Bowker & Star, 1999; Goody, 1979). Pour qu'une telle communauté existe, il ne suffit pas qu'un savoir, par exemple médical, soit « maîtrisé et disponible » : il faut qu'il soit institutionnalisé (Adell-Gombert, 2011, pp. 240). C'est ce travail d'institutionnalisation, qui passe l'établissement de normes, de pratiques réglées entre ses membres, de lieux d'exercice, etc., qui fournit aux autorités épistémiques leur pouvoir d'édition du vrai savoir, et qui tend à exclure les communautés porteuses d'énoncés alternatifs. Enfin, la question de leur circulation est une troisième dimension importante de l'étude des savoirs : « il n'existe pas de savoir figé, englué dans un individu qui ne le communiquerait à personne et ne l'aurait pas davantage reçu de quelqu'un » (Adell-Gombert, 2011, pp. 251). Nous proposons ainsi d'étudier des savoirs en circulation dans des espaces non officiels, en analysant le rôle du numérique dans le déploiement, la circulation et la contestation des « théories du complot » sur internet.

- 32 Conséquence de cet emprunt à l'anthropologie, et dans la lignée des travaux de Gary Alan Fine (2015), nous proposons donc d'employer la notion de savoirs incertains pour désigner un ensemble hétérogène de représentations du monde souvent disqualifiées sous les termes de « théories du complot » ou de « conspirationnisme ». Fine (2015) s'intéresse en effet à la façon dont la légitimité des savoirs est contestée. Pour lui, le concept de savoir implique une « revendication de vérité » (truth claim), « faite par des acteurs particuliers et jugée par d'autres, au sein d'un champ social, en lien à des enjeux de pouvoir » (Fine, 2015, pp. 137)⁸. Les savoirs incertains renvoient donc aux affirmations (rumeurs, opinions, croyances, conspirations...) qui « n'ont pas d'accès direct à des savoirs sûrs et définitifs » (Fine & Difonzo, 2011, pp. 18)⁹. Ces *truth claims* sont produits et contestés au sein de communautés ou de groupes, qui se posent comme défenseurs de vérités concurrentes. Le consensus, ou son absence, sont ici essentiels, en ce que les groupes antagonistes cherchent mutuellement à se disqualifier, chacun renvoyant l'autre à une forme de négationnisme, motivé par des idéologies et des intérêts dissimulés.
- 33 Étudier ces savoirs incertains revient donc à prendre pour objet même les dynamiques concurrentes d'affirmation et de contestation de l'autorité épistémique, sans préjuger du succès ni de la légitimité de ces entreprises et des groupes qui les mettent en œuvre. On empruntera pour cela également à la sociologie de la déviance et à l'idée de « connaissance stigmatisée » proposée notamment par Michael Barkun (2015), ainsi qu'aux travaux sur les parasciences (Campbell, 1972; Lagrange, 1993), déjà préoccupés de concurrence épistémique.
- 34 Ces représentations du monde social et naturel nous semblent devoir être ainsi réintégrées dans un programme sociologique cohérent, qui s'intéresse en profondeur aux épistémologies dont elles sont porteuses, à leurs appuis matériels, et aux conditions de leur élaboration et de leur circulation, sur le web comme en dehors. Ce faisant, on les réinscrira dans l'histoire longue et conflictuelle de la confiance dans les autorités épistémiques (Shapin, 2007), c'est-à-dire les institutions chargées de « dire ce qu'il en est de ce qui est » (Boltanski, 2009, pp. 117). Ce choix terminologique nous permet de construire un positionnement théorique qui se décline en plusieurs mouvements que nous décrivons ci-après : suspendre la normativité ; étudier un continuum de critiques ; et enfin, placer le numérique au cœur de l'analyse.

Suspendre la normativité

- 35 Notre premier parti-pris consiste à suspendre la normativité implicite vis-à-vis de ces objets, en commençant par s'émanciper du vocabulaire habituellement employé pour désigner ces critiques et les acteurs qui les portent. Comme on le constate presque quotidiennement dans les débats autour de l'épidémie de Covid-19, les termes « théories du complot », « complotisme » et « conspirationnisme » sont des labels extrêmement génériques, essentiellement utilisés pour discréditer des énoncés contestataires et pour disqualifier des acteurs perçus comme « déviants » par rapport à une norme qui serait dominante. En référence aux approches interactionnistes qui avaient en leur temps cherché à rompre avec les approches normatives – et de fait, péjoratives – de leurs objets (Becker, 1991), l'appel à articles publié dans le cadre de ce numéro thématique utilisait l'expression « déviances informationnelles ». En parlant plus généralement de « savoirs incertains », il s'agit d'affirmer l'adoption d'une posture

dans laquelle le chercheur ne disqualifie pas les énoncés étudiés et ne juge jamais de leur véracité.

- 36 À l'image d'autres travaux portant sur des objets réputés sulfureux, tels que les sectes (Esquerre, 2009; Ollion, 2017), ce déplacement permet d'abord de répondre à une exigence classique de symétrie dans le traitement de ces objets, très souvent caractérisés par des accusations réciproques de conspirationnisme. S'il départage *a priori* le vrai du faux (le « véridique » du « conspirationniste »), le sociologue prend *de facto* parti dans les conflits qu'il décrit. Comme le fait depuis longtemps la sociologie des controverses, il semble donc indispensable d'étudier simultanément les « conspirationnismes » et la critique du conspirationnisme (France, 2019). Ce choix autorise ensuite - voire pousse - à étudier toutes sortes d'épistémologies, y compris les plus invraisemblables (Harambam, 2017), pour ce qu'elles sont, sans les comparer à une norme implicite ou explicite de scientificité. Il invite en d'autres termes à enquêter avec un minimum *d'a priori* sur des objets éminemment conflictuels. Les sciences sociales devraient en effet pouvoir étudier les contestations relatives à l'inoculation de vaccins sans préconception, comme elles le font depuis longtemps avec les mobilisations de patients. Les articles présents dans ce numéro font ainsi l'effort de rendre compte de récits alternatifs, de leurs appuis matériels et cognitifs, des conditions sociales de leur énonciation et de leur circulation (Esquerre, 2012), de leurs contenus politiques (Fine & Rosnow, 1976) et, finalement, de leur prétention à la vérité.

Étudier un continuum de critiques

- 37 Deuxièmement, nous proposons de considérer les discours qualifiés de conspirationnistes, non comme une catégorie homogène et substantielle, mais comme un ensemble varié d'épistémologies contestataires, situées sur un continuum critique envers les institutions chargées de dire le vrai. Comme le remarque Steve Shapin (2019), nos sociétés actuelles traversent moins une « crise de la vérité » qu'une crise de la confiance dans les institutions habituellement responsables de définir cette vérité, en particulier les institutions scientifiques. Si elle ne touche pas ou peu la science « refroidie » et consensuelle des manuels (« *textbook science* »)¹⁰, la défiance du public s'exprime en revanche avec une intensité croissante dans les domaines scientifiques plus récents, théâtres d'innovations et d'incertitude, porteurs de conséquences politiques fortes. Sur les vaccins, les ondes électromagnétiques, le réchauffement climatique, ou les perturbateurs endocriniens, les critiques sont d'autant plus prégnantes que les enjeux sont importants ; en d'autres termes, « *disputed science is science that seems worth dispute* » (Shapin, 2019).
- 38 Plus encore, il faut noter que ces critiques ne prennent pas nécessairement la forme d'un discours anti-science : au contraire, leurs porteurs adoptent bien souvent une posture « hyperscientifique », caractérisée par un esprit critique à même de renouer avec le projet historique de la science véritable, comme interrogation systématique du réel, autonome des pouvoirs et des intérêts particuliers. Harambam et Aupers (2015) montrent ainsi dans une enquête qualitative éclairante comment les discours sceptiques se placent sur le terrain de la vraie science – et donc de la science vraie – en renvoyant les scientifiques institués à leurs formations, leurs manières de voir le monde, qui leur fait exclure *a priori* certaines interprétations, ainsi que les liens qui unissent science et industrie, lesquels oblitèrent la possibilité d'une science

véritablement indépendante et neutre. De fait, conclut Shapin (2019), la défiance croissante envers les autorités scientifiques doit être mise en rapport avec l'intrication toujours plus étroite, à partir de la fin du XIX^e siècle, entre la science d'un côté, et deux grandeurs (Boltanski & Thévenot, 1991) de l'autre : le « *big business* » et l'État. Attrapant ainsi par contagion le soupçon qui frappe historiquement ses deux nouveaux alliés, la science aurait ainsi perdu son magistère moral, lié à sa représentation désintéressée et indépendante.

- 39 S'il ne s'agit pas de prendre à leur valeur nominale les professions de foi « scientifiques » des groupes considérés déviants, il semble que les sciences sociales peuvent difficilement se donner le luxe de les ignorer : à l'heure où le changement climatique semble rendre l'articulation entre science, marché et démocratie de moins en moins apte à garantir l'intérêt général, il est urgent de comprendre sociologiquement les discours critiques dont ce triptyque fait l'objet, y compris les plus disqualifiés. Il s'agit pour cela de réintégrer les épistémologies « conspirationnistes » dans le spectre des opérations critiques visant à qualifier le réel (Boltanski, 2009). Plutôt qu'un dualisme simpliste où le conspirationnisme constituerait une catégorie étanche et homogène, identifiée comme l'antithèse du discours scientifique sur le monde, nous proposons de concevoir ces objets dans un continuum de critiques adressées à la modernité technoscientifique contemporaine, taxées ou non de conspirationnisme. Depuis les lanceurs d'alerte reconnus jusqu'aux discours les plus unanimement déconsidérés, telles que les « platistes », il reste à documenter toute la variété des discours et épistémologies qui mettent en tension la fabrique de la vérité, leurs appuis et les groupes qui s'en emparent. En somme, ce qui est jeu aujourd'hui, ce sont donc bien les frontières de la science : frontière avec les intérêts privés ou politiques, dont les « conspiris » dénoncent la porosité ; et frontière entre science légitime et déviante, que les mêmes acteurs voudraient, au contraire, forcer. Plutôt que de prendre parti dans ces controverses mouvantes et complexes, les sciences sociales gagneraient à observer le *boundary work* (Gieryn, 1983) déployé par les uns et les autres, de part et d'autre de ces frontières, au sein d'un espace public numérique élargi.

Placer le numérique au cœur de l'analyse

- 40 Enfin il apparaît indispensable de faire toute leur place, dans l'analyse des « conspirationnistes », aux conditions sociotechniques de leur émergence et de leur circulation. Le rôle d'internet dans la propagation de ces récits est devenu un lieu commun ; pourtant, comme France (2019) le note à juste titre, les invocations récurrentes de l'effet « internet » en la matière doivent être soigneusement interrogées pour dépasser les interprétations simplistes et anhistoriques. Nous plaçons pour la transformation de cette prémisse en un projet empirique. Comment le flou de la certification sociale de la vérité interagit-il avec les structures sociales et techniques qui caractérisent les différents espaces du web social ? Quelles sont les caractéristiques sociotechniques qui offrent des conditions favorables - ou non - à la diffusion de récits dits complotistes dans ces espaces ? Pourquoi certains espaces tels que 4chan ou Reddit en sont-ils des vecteurs puissants ? Comment les algorithmes, les interfaces, les design sociotechniques favorisent-ils la visibilité de certaines théories au détriment d'autres (Vosoughi, Roy, & Aral, 2018) ? Quel rôle les plateformes algorithmiques jouent-elles dans la production de ces contenus, dans leur circulation et dans la construction de « faits alternatifs » robustes (Wyatt, Harris, & Kelly, 2016) ? Poser ces questions aide à

comprendre comment des objets techniques, tels que des algorithmes, des plateformes logicielles, des dispositifs de communication ou des codes informatiques, permettent la formation et la circulation de ce type de contenu.

- 41 Certaines études ont commencé à explorer ces questions. Par exemple, Romain Badouard examine dans ce numéro la dynamique des discussions autour de fausses nouvelles sur la politique française. Il conclut que cette forme de discussion politique ne diffère pas des conversations sur les « vraies » nouvelles politiques (Bastard, 2019; Siles & Tristán-Jiménez, 2021). De la même manière, Le Caroff et Foulot (2019) ont étudié l'adhésion aux récits dits conspirationnistes dans les commentaires de certaines pages Facebook. Dans une étude mentionnée plus haut, Harambam (2020) étudie à l'aune de la circulation de textes en ligne la perception qu'ont d'eux-mêmes les membres de groupes dits conspirationnistes. Ce type d'études montre comment les dimensions en ligne et hors ligne sont imbriquées dans la production et la circulation des théories du complot (Cicchelli & Octobre, 2018; France & Motta, 2017).
- 42 Ce type d'études montre la nécessité de s'appuyer sur les acquis maintenant nombreux de la sociologie du numérique pour étudier les théories du complot et leur circulation (Beuscart, Dagiral, & Parasio, 2016). Il s'agit ainsi de privilégier des approches empiriques qui permettent d'aller au-delà des affirmations générales sur l'importance d'Internet dans leur diffusion. L'approfondissement de ces connaissances pourrait enfin nécessiter l'emploi de méthodes numériques associées à la science des données ou encore à l'analyse de réseau (Jacomy, Girard, Ooghe-Tabanou, & Venturini, 2016), afin d'identifier les pratiques et les modèles de flux d'informations, autrement non visibles. Une approche comparative pourrait également aider à documenter les succès et les échecs de certains récits au sein de communautés variées (Smyrnaio et al., 2020). La circulation des épistémologies contestataires serait ainsi utilement réinscrite le contexte d'une vaste écologie des médias et des plateformes.

Présentation des articles du numéro

- 43 Dans le premier article du dossier, **Elsa Jaubert et Vassili Rivron** rendent compte de l'enquête qu'ils ont conduite auprès des journalistes chargés de *fact-checking*, en contact permanent avec des énoncés qui pourraient être qualifiés de « complotistes ». Installés dans de nombreuses rédactions françaises depuis la fin des années 2000, ces services de *fact-checking* ont pour objectif de « décider de ce qui est vrai » (Graves, 2006). L'originalité de l'enquête tient ici au fait que celle-ci a précisément porté sur le rapport que les journalistes *fact-checkers* entretiennent avec la catégorie « théorie du complot », grâce à des observations et des entretiens conduits auprès de trois des sept cellules de *fact-checking* de la presse française : « CheckNews » chez *Libération*, « Factual » à l'AFP et « Fake Off » chez *20 Minutes*. Même si l'étiquette « complotisme » est maniée de façon variable dans les trois cellules, elle n'apparaît en fait que dans une infime minorité des articles publiés (environ 1% des articles publiés par « CheckNews »). Au lieu d'employer ce label généralisant, les journalistes cherchent plutôt à éprouver la véracité des contenus des énoncés qu'ils vérifient. Seuls ceux qui passent le double filtre du « vérifiable » (idéalement via des sources scientifiques et institutionnelles à l'appui) et du « viral » (en fonction du nombre de partages sur les médias sociaux) sont traités, ce qui tend à exclure certains énoncés exprimés de façon constante mais peu « virale », ou pour lesquels les sources font défaut. L'article montre finalement qu'au-delà de

constituer une vitrine pour certaines rédactions, cette nouvelle forme de journalisme ambitionne regagner la confiance du public à travers une plus grande transparence des sources et des méthodes de vérification employées. Pour y parvenir, les *fact-checkers* assument néanmoins devoir systématiquement s'appuyer sur des sources institutionnelles, participant *de facto* au maintien des autorités épistémiques en place.

- 44 À partir d'une base de données constituée par les journalistes de la cellule de *fact-checking* du journal *Le Monde*, **Romain Badouard** s'intéresse quant à lui aux modes d'appropriation des fausses informations dans les discussions quotidiennes sur les médias sociaux. L'enquête s'appuie d'une sur un corpus de 234 articles identifiés comme de fausses informations par « Les Décodeurs » et un second corpus de 350 commentaires liés au partage desdits articles sur Facebook. Pour l'auteur, il s'agit ici moins d'enquêter sur la dimension « complotiste » de ces énoncés que de déterminer s'il existe une spécificité aux discussions de fausses informations. En croisant une série de *fake news* politiques avec les commentaires qu'ils ont nourri sur Facebook, Romain Badouard s'est donc attaché à caractériser leur réception. Un premier résultat concerne les effets de commentaires témoignant d'une volonté de *fact-checking*, qui ne semblent avoir aucun impact sur la teneur des autres interventions ni sur la dynamique de l'échange. L'examen du degré de politisation des échanges et de leur caractère contradictoire permet ensuite d'arriver à une conclusion surprenante : les dynamiques de discussion des fausses informations et d'informations traditionnelles sont en fait extrêmement proches. Plus les pages sont marquées politiquement, moins le débat est contradictoire, et vice-versa. Contrairement aux a priori, l'enquête montre ainsi que *fake news* sont moins des instruments d'influence que des supports de prise de parole pour des individus déjà convaincus par les énoncés qu'ils discutent, comme pour les discussions d'actualité plus généralement (Bastard, 2019; Siles & Tristán-Jiménez, 2021).
- 45 **Gaël Stephan et Ysé Vauchez** livrent ensuite une enquête approfondie sur les médiactivistes de la « réinformation », ce courant identitaire à l'origine de sites d'information revendiqués alternatifs aux médias *mainstream*. Il se sont plus exactement intéressés aux « Bobards d'Or », une cérémonie annuelle parodique qui récompense « [les journalistes] qui n'hésitent pas à mentir délibérément pour servir le politiquement correct », et qui constitue un moment de sociabilité important pour le mouvement de la réinformation. Les auteurs s'appuient ici sur un terrain riche et original, à la fois en ligne et hors-ligne, qui comprend l'analyse d'un corpus de 111 « bobards » présents sur le site de l'évènement, des observations de trois des cérémonies et des entretiens avec des responsables de sites de réinformation. D'entrée de jeu, les observations donnent à voir la manière dont les médiactivistes mettent en scène (au sens propre, au Théâtre du Gymnase à Paris) leur critique radicale du système et de sa « *bien pensance* », revendiquant par la même occasion leur approche subjective et militante. L'originalité de l'analyse réside en grande partie dans la manière dont les auteurs rendent compte du travail d'équilibriste auxquels se livrent les médiactivistes quand ils critiquent le journalisme traditionnel tout en se réappropriant ses codes et ses normes. La carte de presse, honnie car symbole de conformisme, est en même temps brandie comme marque de légitimité pour présenter des intervenants au cours de la cérémonie. Les pratiques *fact-checking* se retournent cependant ici contre les médias traditionnels : en *fact-checkant* des informations approximatives publiées par de grands médias, les médiactivistes de réinformation dénoncent leur incapacité à respecter leurs propres normes professionnelles.

- 46 L'article d'**Antonin Segault** propose de son côté de suivre la circulation d'une rumeur sur Twitter, de manière longitudinale. À partir de l'exemple d'une controverse portant sur la contamination radioactive de l'eau potable par du tritium durant l'été 2019, il s'intéresse aux mécanismes de production, de circulation et de dénonciation des rumeurs sur les réseaux sociaux. L'enquête s'appuie sur un corpus de près de 5000 tweets produits au cours de la controverse que cette rumeur a nourri tout au long du mois de juillet. L'auteur adopte une posture interactionniste qui vise à s'affranchir de la question de la véracité des énoncés, pour se concentrer sur le travail de qualification, donc de labellisation, dont ils font l'objet. Cette approche permet à Antonin Segault de produire un récit en deux phases. Dans un premier temps, la rumeur implique essentiellement deux groupes d'acteurs traditionnellement mobilisés, les « anti- » et les « pro-nucléaire ». Leurs désaccords, apparemment irréconciliables, portent alors sur des sujets très techniques comme la question des seuils de toxicité ou des effets liés aux faibles doses d'irradiation. Ils finissent pourtant par s'allier contre un ennemi commun : les journalistes des médias traditionnels, accusés de mauvaises pratiques et de sensationnalisme, en particulier sur les sujets scientifiques. Des acteurs qui se réclament du rationalisme et de la zététique utilisent alors l'affaire du tritium comme support de leur critique plus générale des médias et des théories qu'ils désignent comme « pseudo-scientifiques ». L'enquête résonne ainsi fortement avec les récents travaux sur les « gardiens de la raison », ces enseignants, ingénieurs, vulgarisateurs devenus défenseurs de la « bonne science » sur les réseaux sociaux (Foucart et al. 2020). Antonin Segault montre à son tour comment la critique des médias sur Twitter s'accompagne de l'émergence d'influenceurs, figures d'autorité plus « locales », qui s'érigent en nouveaux garants de la science contre ce qu'ils voient comme des « obscurantismes ». Ce dernier exemple illustre finalement, avec d'autres articles du dossier, la diversité de réalités que recouvre cette catégorie de *fact-checking*, en remettant en perspective la promesse de vérité qu'elle incarne : pratiques de vérification qui se veulent pédagogiques dans les rédactions traditionnelles, dénonciation des « mensonges des médias dominants » par des médias d'extrême droite et, ici, débats alimentés par des influenceurs rationalistes sur Twitter.
- 47 Enfin, **Mélissa Roy** s'intéresse au travail rhétorique déployé par des groupes porteurs d'énoncés contradictoires dans le contexte de controverses sanitaires, particulièrement favorables à l'émergence d'accusations de « complotisme ». Au moment de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest (2013-2016), les funérailles traditionnelles (au cours desquelles les corps sont lavés, maquillés, caressés, avant d'être enterrés) sont « sécurisées » de manière à endiguer la propagation de la maladie, provoquant d'importantes controverses entre les autorités sanitaires et ceux qui contestent les mesures mises en place. À partir du cas d'Ebola, l'auteure propose plus spécifiquement d'analyser les discours accusatoires qui émergent « dans l'opposition entre une politique biosécuritaire et des socialisations et routines signifiantes sur le plan culturel ». L'enquête s'appuie ici sur un corpus de 3469 tweets et 2774 commentaires Facebook qui ont été associés à cinq grands types d'arguments (ici qualifiés de « cadres accusatoires ») mobilisés au cours de cette controverse. Au-delà de l'identification de ces grandes rhétoriques accusatoires, qui apparaissent au cours de la controverse, l'un des principaux apports de l'analyse réside surtout dans l'examen de leurs usages. L'auteure montre en particulier que plusieurs catégories d'acteurs sont régulièrement désignées comme étant responsables de la diffusion de l'épidémie : les leaders religieux et communautaires, accusés de véhiculer des savoirs « non-médicaux », les

gouvernements régionaux, pour leur immobilisme et leur irresponsabilité, et plus généralement tous les acteurs « irrationnels » qui refusent de se conformer aux prescriptions des politiques biosécuritaires. Au final, le cas étudié par Mélissa Roy résonne fortement avec la situation que nous connaissons actuellement avec la COVID-19, et des controverses que peut susciter la privation de lien social dans le cadre des politiques de gestion de la pandémie. Celle-ci offre en effet un terrain particulièrement riche pour penser cette analyse des dynamiques accusatoires à l'œuvre dans le cadre de grandes crises où les médias et les institutions sanitaires semblent occuper le rôle d'autorités épistémiques difficilement contestables.

BIBLIOGRAPHIE

Références

- ADELL-GOMBERT Nicolas (2011). *Anthropologie des savoirs*. Paris, Armand Colin.
- ALLCOTT Hunt & GENTZKOW Matthew (2017). « Social Media and Fake News in the 2016 Election », *Journal of Economic Perspectives*, 31 (2), pp. 211-236.
- ALLGAIER Joachim (2019). « Science and Environmental Communication on YouTube. Strategically Distorted Communications in Online Videos on Climate Change and Climate Engineering », *Frontiers in Communication*, 4 , pp. 36.
- AUPERS Stef (2012). « 'Trust no one': Modernization, paranoia and conspiracy culture », *European Journal of Communication*, 27 (1), pp. 22-34.
- BARKUN Michael (2003). *A culture of conspiracy: Apocalyptic visions in contemporary America*. Berkeley, University of California Press.
- BARKUN Michael (2015). « Les théories du complot comme connaissance stigmatisée », *Diogenes*, 249-250 (1-2), pp. 168-176.
- BASKIN Jeremy (2019). *Geoengineering, the Anthropocene and the end of nature*, Palgrave MacMillan.
- BASTARD Irène (2019). « Coder / décoder / recoder: La construction sociale de la réception des informations sur Facebook », *Terminal*, (125-126).
- BECKER Howard (1991). *Outsiders: Studies in the Sociology of Deviance*. New York, Free Press.
- BEER David (2017). « The Social Power of Algorithms », *Information, Communication & Society*, 20 (1), pp. 1-13.
- BERRICHE Manon, DO Salomé & TAINURIER Benjamin (2020). « Consentir et critiquer. Les réactions sur Twitter face à la crise de la Covid-19 en France: », in *Le monde d'aujourd'hui*. Presses de Sciences Po, pp. 223-240.
- BEUSCART Jean-Samuel, DAGIRAL Éric & PARASIE Sylvain (2016). *Sociologie d'Internet*.

- BLUME Stuart (2006). « Anti-vaccination movements and their interpretations », *Social Science & Medicine*, 62 (3), pp. 628-642.
- BOLTANSKI Luc (2009). *De la critique*. Paris, Gallimard.
- BOLTANSKI Luc (2012). *Énigmes et complots: une enquête à propos d'enquêtes*. Paris, Gallimard.
- BOLTANSKI Luc & THÉVENOT Laurent (1991). *De la justification: les économies de la grandeur*. Paris, Gallimard.
- BOULLIER Henri & HENRY Emmanuel (2020). « L'expertise chimique sous emprise industrielle. Quand la gestion des conflits d'intérêts masque inégalités et rapports de pouvoir », *Sciences sociales et santé*, 38 (3), pp. 49-76.
- BOWKER Geoffrey C. & STAR Susan Leigh (1999). *Sorting Things Out: Classification and its Consequences*. Cambridge, MA, MIT Press.
- BRONNER Gérald (2011). « Ce qu'Internet fait à la diffusion des croyances », *Revue européenne des sciences sociales*, (1), pp. 35-60.
- BRONNER Gérald (2015). « Pourquoi les théories du complot se portent-elles si bien ? L'exemple de Charlie Hebdo », *Diogenes*, 249-250 (1-2), pp. 9-20.
- BUTTER Michael & KNIGHT Peter (2015). « Comblant le fossé. L'avenir des recherches sur les théories du complot », *Diogenes*, 249-250 (1), pp. 21.
- BUTTER Michael & KNIGHT Peter (2018). « The History of Conspiracy Theory Research: A Review and Commentary », in Joseph E. USCINSKI, *Conspiracy Theories and the People Who Believe Them*. Oxford, Oxford University Press, pp. 33-46.
- CAMPBELL Colin (1972). « The Cult, the Cultic Milieu and Secularisation », in HILL Michael (dir.), *Sociological Yearbook of Religion in Britain*. Londres, SCM Press, Vol. 5, pp. 119-136.
- CARDON Dominique (2010). *La démocratie Internet. Promesses et limites*. Seuil.
- CICCHELLI Vincenzo & OCTOBRE Sylvie (2018). «
- DASTON Lorraine & GALISON Peter (2007). *Objectivity*. New York; Cambridge, Mass., Zone Books ; Distributed by the MIT Press.
- DEDIEU François & JOUZEL Jean-Noël (2015). « Comment ignorer ce que l'on sait ? La domestication des savoirs inconfortables sur les intoxications des agriculteurs par les pesticides », *Revue française de sociologie*, Vol. 56 (1), pp. 105-133.
- DELBOS Geneviève (1993). « 'Eux ils croient... Nous on sait...' », *Ethnologie française*, 23 (3), pp. 367-383.
- DOUGLAS Karen M., SUTTON Robbie M. & CICHOCKA Aleksandra (2017). « The psychology of conspiracy theories », *Current directions in psychological science*, 26 (6), pp. 538-542.
- DOUGLAS Karen M., USCINSKI Joseph E., SUTTON Robbie M., CICHOCKA Aleksandra, NEFES Turkay, ANG Chee Siang & DERAVIDI Farzin (2019). « Understanding conspiracy theories », *Political Psychology*, 40, pp. 3-35.
- ERVITI M. Carmen, CODINA Mónica & LEÓN Bienvenido (2020). « Pro-Science, Anti-Science and Neutral Science in Online Videos on Climate Change, Vaccines and Nanotechnology », *Media and Communication*, 8 (2), pp. 329-338.
- ESQUERRE Arnaud (2009). *La manipulation mentale. Sociologie des sectes en France*. Paris, Fayard.

- ESQUERRE Arnaud (2012). « L'inconsistante prédiction selon laquelle le mont Bugarach sera sauvé de la fin du monde », *Raisons politiques*, 48 (4), pp. 33.
- FADDOUL Marc, CHASLOT Guillaume & FARID Hany (2020). « A Longitudinal Analysis of YouTube's Promotion of Conspiracy Videos », *Pre-print*.
- FENSTER Mark (1999). *Conspiracy theories: Secrecy and power in American culture*. Minneapolis, University of Minnesota Press.
- FINE Gary Alan (2015). « Barack Obama and uncertain knowledge », *Diogenes*, 62 (3-4), pp. 130-138.
- FINE Gary Alan & DIFONZO Nicholas (2011). « Uncertain Knowledge », *Contexts*, 10 (3), pp. 16-21.
- FINE Gary Alan & ROSNOW Ralph (1976). *Rumor and Gossip: The Social Psychology of Hearsay*. New York, NY, Elsevier-North Holland.
- FOUCART Stéphane, HOREL Stéphane & LAURENS Sylvain (2020). *Les gardiens de la raison. Enquête sur la désinformation scientifique*. Paris.
- FRANCE Pierre (2019). « Méfiance avec le soupçon ? Vers une étude du complot(isme) en sciences sociales », *Champ pénal*, (17).
- FRANCE Pierre & MOTTA Alessio (2017). « En un combat douteux. Militantisme en ligne, « complotisme » et disqualification médiatique : le cas de l'association ReOpen911 », *Quaderni*, (94), pp. 13-27.
- FRICKEL Scott, GIBBON Saha, HOWARD Jeff, KEMPNER Joanna, OTTINGER Gwen & HESS David J. (2010). « Undone Science: Charting Social Movement and Civil Society Challenges to Research Agenda Setting », *Science, Technology, & Human Values*, 35 (4), pp. 444-473.
- GIERYN Thomas F. (1983). « Boundary-work and the demarcation of science from non-science: Strains and interests in professional ideologies of scientists », *American sociological review*, pp. 781-795.
- GILLESPIE Tarleton (2014). « The relevance of algorithms », in Boczkowski Pablo, Gillespie Tarleton, & Foot K. A. (dir.), *Media Technologies. Essays on Communication, Materiality and Society*. Boston, MIT Press, pp. 167-193.
- GIRY Julien (2017). «
- GOODY Jack (1979). *La raison graphique la domestication de la pensée sauvage* (Jean Bazin & Alban Bensa, Trans). Paris, Les Éd. de Minuit.
- GROSS Matthias & MCGOEY Linsey (dir.) (2015). *Routledge International Handbook of Ignorance Studies*. Abingdon, New York, Routledge.
- HARAMBAM Jaron (2017). « *The truth is out there* »: *conspiracy culture in an age of epistemic instability*.
- HARAMBAM Jaron (2020a). *Contemporary conspiracy culture: truth and knowledge in an era of epistemic instability*. Abingdon, Oxon ; New York, NY, Routledge, Taylor & Francis Group.
- HARAMBAM Jaron (2020b). « The Corona Truth Wars », *Science & Technology Studies*, 33 (4), pp. 60-67.
- HARAMBAM Jaron (2021). « Against modernist illusions: why we need more democratic and constructivist alternatives to debunking conspiracy theories », *Journal for Cultural Research*, 25 (1), pp. 104-122.
- HARAMBAM Jaron & AUPERS Stef (2015). « Contesting epistemic authority. Conspiracy theories on the boundaries of science », *Public Understanding of Science*, 24 (4), pp. 466-480.

- HARSIN Jayson (2018). « Post-Truth Populism: The French Anti-Gender Theory Movement and Cross-Cultural Similarities », *Communication, Culture and Critique*, 11 (1), pp. 35-52.
- HENRY Emmanuel (2017). *Ignorance scientifique et inaction publique: Les politiques de santé au travail*. Paris, Presses de Sciences Po.
- HESS David J. (2015). « Undone Science: A Review and Typology », in Gross Matthias & McGoey Linsey (dir.), *Undone Science: A Review and Typology*. Abingdon, New York, Routledge, Vol. Routledge International Handbook of Ignorance Studies, pp. 141-154.
- HOFSTADTER Richard (2008). *The paranoid style in American politics, and other essays*. New York, Vintage Books.
- JACOMY Mathieu, GIRARD Paul, OOGHE-TABANOU Benjamin & VENTURINI Tommaso (2016). « Hyphe, a curation-oriented approach to web crawling for the social sciences », in *Proceedings of the International AAAI Conference on Web and Social Media*, Vol. 10.
- JAMMET Thomas & GUIDI Diletta (2017). « Observer Les Observateurs. Du pluralisme médiatique au populisme anti-islam, analyse d'un site de « réinformation » suisse et de ses connexions », *Réseaux*, n° 202-203 (2), pp. 241.
- KATA Anna (2012). « Anti-vaccine activists, Web 2.0, and the postmodern paradigm – An overview of tactics and tropes used online by the anti-vaccination movement », *Vaccine*, 30 (25), pp. 3778-3789.
- KLEINMAN Daniel Lee & SURYANARAYANAN Sainath (2013). « Dying Bees and the Social Production of Ignorance », *Science, Technology, & Human Values*, 38 (4), pp. 492-517.
- KREIS Emmanuel (2015). « De la mobilisation contre les « théories du complot » après les attentats de Paris des 7 et 9 janvier 2015 », *Diogène*, 249-250 (1), pp. 51.
- LAGRANGE Pierre (1993). « La sociologie à l'épreuve des parasciences », *Ethnologie française*, 23 (3), pp. 311-315.
- LAURENS Sylvain (2020). « « Pro-Science ! » Ou comment des militants marxisants devinrent libertariens par illusion techniciste », *Zilsel*, (7), pp. 55-91.
- LE CAROFF Coralie & FOULOT Mathieu (2019). « L'adhésion au «complotisme» saisie à partir du commentaire sur Facebook », *Questions de Communication*, 1 (1), pp. 255-279.
- LEMIEUX Cyril (2000). *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*. Paris, Métailié.
- LEMIEUX Cyril (2007). « À quoi sert l'analyse des controverses ? », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, n° 25 (1), pp. 191-212.
- LÉVI-STRAUSS Claude (1958). *Anthropologie structurale*. Paris, Pocket.
- MARKOWITZ Gerald E. & ROSNER David (2002). *Deceit and Denial: The Deadly Politics of Industrial Pollution*. Berkeley, CA, University of California Press.
- MARTIN Olivier (2020). *L'empire des chiffres. Une sociologie de la quantification*. Malakoff, Armand Colin.
- MARTINE Thomas & DE MAEYER Juliette (2019). « Networks of Reference. Rethinking Objectivity Theory in Journalism », *Communication Theory*, 29 (1), pp. 1-23.
- MEDE Niels G. & SCHÄFER Mike S. (2020). « Science-related populism. Conceptualizing populist demands toward science », *Public Understanding of Science*, 29 (5), pp. 473-491.

- MICHAELS David (2008). *Doubt is Their Product: How Industry's Assault on Science Threatens Your Health*. Oxford, New York, Oxford University Press.
- MORIN Edgar (1982). *La rumeur d'Orléans*. Paris, Seuil.
- NORA Pierre (1981). « 1898 : le thème du complot et la définition de l'identité juive », in Olender M. & Birnbaum P. (dir.), *Le racisme, mythes et sciences. Pour Léon Poliakov*. Bruxelles, Complexe, pp. 157-165.
- OLLION Étienne (2017). *Raison d'État: histoire de la lutte contre les sectes en France*. Paris, La Découverte.
- ORESQUES Naomi & CONWAY Erik M. (2010). *Merchants of Doubt: How a Handful of Scientists Obscured the Truth on Issues from Tobacco Smoke to Global Warming*. New York, Bloomsbury Press.
- POLIAKOV Léon (1980). *La causalité diabolique*. Paris, Calmann-Lévy.
- PRASAD Amit (2021). « Anti-science Misinformation and Conspiracies: COVID-19, Post-truth, and Science & Technology Studies (STS) », *Science, Technology and Society*, pp. 097172182110034.
- PROCTOR Robert & SCHIEBINGER Londa L. (dir.) (2008). *Agnotology: The Making and Unmaking of Ignorance*. Stanford, Calif., Stanford University Press.
- RAYNER Steve (2012). « Uncomfortable knowledge: the social construction of ignorance in science and environmental policy discourses », *Economy and Society*, 41 (1), pp. 107-125.
- REBILLARD Franck (2017). « La rumeur du PizzaGate durant la présidentielle de 2016 aux États-Unis. Les appuis documentaires du numérique et de l'Internet à l'agitation politique », *Réseaux*, 2 (202-203), pp. 273-310.
- SHAHSAVARI Shadi, HOLUR Pavan, WANG Tianyi, TANGHERLINI Timothy R. & ROYCHOWDHURY Vwani (2020). « Conspiracy in the time of corona: automatic detection of emerging COVID-19 conspiracy theories in social media and the news », *Journal of Computational Social Science*, 3 (2), pp. 279-317.
- SHAPIN Steven (2007). *A Social History of Truth. Civility and Science in Seventeenth-Century England*. Chicago, Univ. of Chicago Press.
- SHAPIN Steven (2019). « Is there a crisis of truth? », *Los Angeles Review of Books*.
- SILES Ignacio & TRISTÁN-JIMÉNEZ Larissa (2021). « Facebook as "third space": triggers of political talk in news about nonpublic affairs », *Journal of Information Technology & Politics*.
- SMYRNAIOS Nikos, TSIMBOUKIS Panos & LOUBÈRE Lucie (2020). « La controverse autour de Didier Raoult et de la chloroquine sur Twitter. Analyse de réseaux et de discours », *Pre-print*.
- SUNSTEIN Cass R. & VERMEULE Adrian (2009). « Conspiracy theories: Causes and cures », *Journal of Political Philosophy*, 17 (2), pp. 202-227.
- TAFURI S., GALLONE M.S., CAPPELLI M.G., MARTINELLI D., PRATO R. & GERMINARIO C. (2014). « Addressing the anti-vaccination movement and the role of HCWs », *Vaccine*, 32 (38), pp. 4860-4865.
- TAGUIEFF Pierre-André (2004). *Les Protocoles des sages de Sion : faux et usages d'un faux*. Paris, Fayard.
- TAGUIEFF Pierre-André (2006). *L'imaginaire du complot mondial. Aspects d'un mythe moderne*. Paris, Mille et une nuits.
- THALMANN Katharina (2019). *The stigmatization of conspiracy theory since the 1950s: « A plot to make us look foolish »*. London, Routledge.

- USCINSKI Joseph E. (2018). *Conspiracy theories and the people who believe them*. Oxford, Oxford University Press.
- USCINSKI Joseph E. (2020). *Conspiracy theories: A primer*. Lanham, Rowman & Littlefield Publishers.
- USCINSKI Joseph E. & PARENT Joseph M. (2014). *American conspiracy theories*. Oxford, Oxford University Press.
- VAN PROOIJEN Jan-Willem, DOUGLAS Karen M., CICHOCKA Aleksandra & BILEWICZ Michal (2020). « Part II. Psychological factors », in Butter Michael & Knight Peter (dir.), *Routledge Handbook of Conspiracy Theories*. Abingdon, Oxon ; New York, NY, Routledge, pp. 151-154.
- VAN PROOIJEN Jan-Willem, KROUWEL André P.M. & POLLET Thomas V. (2015). « Political Extremism Predicts Belief in Conspiracy Theories », *Social Psychological and Personality Science*, 6 (5), pp. 570-578.
- VAN ZOONEN Liesbet (2012). « I-Pistemology. Changing truth claims in popular and political culture », *European Journal of Communication*, 27 (1), pp. 56-67.
- VOSOUGHI Soroush, ROY Deb & ARAL Sinan (2018). « The spread of true and false news online », *Science*, 359 (6380), pp. 1146-1151.
- WARD Jeremy (2019). « Journalists and Science: Boundary-making in the media coverage of the 2009 pandemic flu vaccine's safety in France », *Sociologie*, 10 (4).
- WARD Jeremy K. (2017). « La critique vaccinale au temps du vaccin contre la grippe A(H1N1). Comparer les comparaisons », *Sciences sociales et santé*, 35 (4), pp. 37.
- WARD Jeremy K., GUILLE-ESCURET Paul & ALAPETITE Clément (2019). « Les « antivaccins », figures de l'anti-science », *Déviance et société*, 43 (2), pp. 221-251.
- WOOD Michael J. & DOUGLAS Karen M. (2018). « Conspiracy theory psychology: Individual differences, worldviews, and states of mind », in Uscinski Joseph E. (dir.), *Conspiracy theories and the people who believe them*. Oxford, Oxford University Press, pp. 245-256.
- WYATT Sally, HARRIS Anna & KELLY Susan E. (2016). « Controversy goes online: Schizophrenia genetics on Wikipedia », *Science & Technology Studies*, 1 (29).
- YLÄ-ANTTILA Tuukka (2018). « Populist knowledge: 'Post-truth' repertoires of contesting epistemic authorities », *European Journal of Cultural and Political Sociology*, 5 (4), pp. 356-388.

NOTES

1. Voir notamment l'étude menée en 2018 par l'IFOP pour le compte de la fondation Jean Jaurès et de l'association Conspiracy Watch, selon laquelle « huit français sur dix seraient adeptes d'au moins une théorie du complot ». Voir : <http://www.conspiracywatch.info/une-grande-enquete-sur-le-complotisme-dans-lopinion-publique-francaise-revele-une-realite-alarmante.html>
2. Nous ne distinguons pas ici « théories du complot » et « conspirationnisme », catégories utilisées souvent de manière interchangeable dans la littérature comme dans le débat public.
3. Le travail d'Edgar Morin en 1969 sur la « Rumeur d'Orléans » (Morin, 1982), souvent cité en la matière, manifeste également un intérêt précoce pour un schème conspirationniste marqué d'antisémitisme ; l'ancrage sociologique et empirique de cette enquête constitue cependant une différence importante avec les travaux précédemment cités.
4. Cette tendance va de pair avec une focalisation forte sur les textes, au détriment de leurs contextes de circulation ou de réception, depuis les grands classiques de cette littérature comme

les fameux *Protocoles des Sages de Sion*, jusqu'aux sites web et publications sur les médias sociaux à notre époque.

5. Il semble par exemple difficile de comprendre « ce qu'internet fait à la diffusion des croyances » (Bronner, 2011) lorsque la méthode employée se limite à observer les premiers résultats renvoyés par diverses requêtes Google sur l'aspartam ou le monstre du Loch Ness, simulant ainsi un hypothétique « internaute moyen » (p.43).

6. Notre traduction.

7. Voir aussi le n°94 de la revue *Quaderni* (2017) et le dossier thématique n°53 de la revue *Études de communication* (2019).

8. Notre traduction.

9. Idem.

10. À l'exception notable de la théorie de l'évolution et de la cosmologie copernicienne, aux États-Unis essentiellement, et souvent sur un fond idéologique proche du christianisme fondamentaliste.

AUTEURS

HENRI BOULLIER

CNRS, IRISSO

BAPTISTE KOTRAS

INRAE, LISIS

IGNACIO SILES

Universidad de Costa Rica, CICOM